

## Commissions

### Relations extérieures

---

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

*Président : M. François-Xavier de Donnea*

#### ➤ LUNDI 29 NOVEMBRE 2010

1. Question de M. Stefaan Vercaemer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’accompagnement des époux et épouses des diplomates belges en poste à l’étranger sur le plan de la recherche d’un emploi” (n° 767).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Questions jointes:

- Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la remise du prix Nobel de la Paix” (n° 899).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’attitude de la Belgique (et de l’UE) dans l’affaire Liu Xiaobo” (n° 1085).

- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la réaction de la Belgique aux menaces proférées par la Chine dans le cadre de la remise du Prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo” (n° 1099).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les initiatives prises par le présidence belge de l’Union européenne dans le cadre du budget affecté à la dissolution de l’Union de l’Europe occidentale” (n° 1008).

- Question de M. Stefaan Vercaemer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le plan social pour le personnel de l’Union de l’Europe Occidentale compte tenu de la dissolution prochaine de cette organisation” (n° 1054).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le prochain sommet UE-Afrique à Tripoli les 29 et 30 novembre prochains” (n° 1251).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les faits de corruption dont se seraient rendus coupables des membres de la FIFA” (n° 533).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le travail des enfants dans le secteur de la production de noisettes en Turquie” (n° 535).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les avortements forcés et les avortements pratiqués sur des femmes enceintes d’enfants à naître presque à terme en Chine” (n° 536).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les Papous torturés par des militaires indonésiens” (n° 537).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 fixant un code communautaire des visas” (n° 621).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les déclarations de la commissaire européenne Viviane Reding sur la demande adressée aux États membres de contribuer financièrement à la formation d’avocats et d’intermédiaires au bénéfice des Roms” (n° 1009).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la situation dans la province russe du Dagestan et les informations relatives à des arrestations arbitraires et à des disparitions inquiétantes” (n° 696).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la condamnation à mort d’une jeune femme sri-lankaise en Arabie saoudite” (n° 704).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’aide financière octroyée par l’Iran à l’Afghanistan” (n° 705).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la violation par la Chine de l’embargo sur les armes imposé au Soudan” (n° 706).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’exécution prévue d’une femme iranienne” (n° 760).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Questions jointes:

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le carnage dans une cathédrale syriaque catholique de Bagdad” (n° 761).

- Question de Mme Alexandra Colen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la persécution accrue des chrétiens en Irak à la suite de fusillades et d’attentats contre des habitations de chrétiens à Bagdad” (n° 907).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la présence de jeunes Belges au sein des délégations participant à des conférences internationales” (n° 768).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’utilisation des langues nationales dans les postes diplomatiques” (n° 891).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Miranda Van Eetvelde au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’oppression de la population kurde par la Turquie, pays candidat à l’adhésion à l’Union européenne” (n° 906).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Jan Jambon au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d’asile, sur “une éventuelle résolution ‘anti-blasphème’ de l’ONU” (n° 946).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’extradition vers le Maroc d’un ressortissant belge détenu en Espagne” (n° 1025).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’éventuelle criminalisation de l’homosexualité en République Démocratique du Congo” (n° 648).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la peine de mort en Biélorussie” (n° 1204).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Question de Mme Ingeborg De Meulemeester au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la protection des journalistes belges dans des régions en conflit à l’étranger” (n° 1206).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

25. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies” (n° 932).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

26. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’organisation d’une table ronde relative à la lutte contre l’esclavage des enfants dans la production de chocolat” (n° 933).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

27. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “les mécanismes de suivi des ‘observations finales’ du Comité des droits de l’homme et d’autres comités d’experts des Nations Unies” (n° 934).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

28. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le Sahara occidental” (n° 1137).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

29. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le sommet entre l’Union européenne et les États-Unis” (n° 1138).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

30. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “un tribunal international ou mixte compétent pour juger des crimes commis en République démocratique du Congo” (n° 1139).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

31. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “l’engagement de participer au bouclier antimissile” (n°1243).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

32. Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “la persécution en Chine des adeptes de Falung Gong” (n° 1238).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

*(Réunion commune avec la commission des Relations extérieures et Défense du Sénat).*

L'impact des élections de 2010 au Rwanda et au Burundi - Place et rôle de la société civile.

Exposés de représentants du Centre national de Coopération au développement (CNCD – 11-11-11) et de 11-11-11 KVNZB (*Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging*) :

- M. Jean-Marie Vianney Kavumbagu, président de la COSOME (Burundi) ;
- Mme Sabine Kakunga : plate-forme Afrique centrale CNCD-11.11.11 ;
- Mme Marleen Vos : *Centraal Africa overleg 11.11.11 KVNZB.*

Echange de vues.

- Sont intervenus: MM. Philippe Mahoux (Sén.), Jacky Morael (Sén.), Piet De Bruyn (Sén.), Mme Ingeborg De Meulemeester et M. François-Xavier de Donnea.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

### **Commission spéciale “Abus sexuels”**

---

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE  
DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

*Présidente : Mme Karine Lalieux*

➤ **LUNDI 29 NOVEMBRE 2010**

1. Audition de M. Walter van Steenbrugge, avocat, et Mme Christine Mussche, avocate.

- Un échange de vues a eu lieu.

2. Ordre des travaux.

➤ **MERCREDI 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010**

Audition de :

- Mme Godelieve Halsberghe, ancienne présidente de la commission interdiocésaine pour le traitement des plaintes pour abus sexuels commis dans l'exercice de la relation pastorale;
- professeur Peter Adriaenssens, ancien président de la commission de traitement des plaintes pour abus sexuels dans le cadre d'une relation pastorale.

- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : lundi 6 décembre 2010.

## **Groupe de travail “Naturalisations”**

---

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE LA RÉVISION DES CRITÈRES GÉNÉRAUX POUR L'APPRÉCIATION  
DES DEMANDES DE NATURALISATION

*Présidente : Mme Jacqueline Galant*

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

1. Entretien avec MM. Winants et Libert (Sûreté de l'Etat).
2. Discussion sur les critères généraux pour l'appréciation des demandes de naturalisation.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

---

## **Affaires sociales**

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

*Président : M. Yvan Mayeur*

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

*(Réunion commune avec la commission des Affaires sociales du Sénat).*

Prébriefing par la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sociale, au sujet du Conseil EPSCO des 6 et 7 décembre 2010.

- Échange de vues.

- Rapporteurs : Mmes Maggie De Block et Fabienne Winckel (Sén).

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Colette Burgeon, Zoé Genot, Christiane Vienne, Maggie De Block et Valérie De Bue.

---

## **Économie**

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS  
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

*Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera*

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

1. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur “les certificats verts pour Electrabel” (n° 1118).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre de la Justice sur “la prestation de serment de certains collaborateurs de la CREG en tant qu’officiers de la police judiciaire” (n° 1122).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

3. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l’Énergie sur “le Service de Médiation de l’Énergie” (n° 1176).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l’Énergie sur “l’exportation d’appareils de gammagraphie vers l’Iran” (n° 1268).

- Question de Mme Catherine Fonck au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les plaintes introduites contre les exportations de matériaux nucléaires à l’Iran” (n° 1304).

- Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l’Énergie sur “l’exportation vers l’Iran de matériel frappé d’embargo” (n° 1307).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

5. Question de M. Hans Bonte au ministre du Climat et de l’Énergie sur “la mise en oeuvre de la loi du 13 juin 2010 modifiant la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation” (n° 1026).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les investissements indispensables dans le ‘North Sea Grid’ et les attermolements de la Belgique” (n° 1246).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

7. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l’Énergie sur “l’état de la situation concernant l’énergie éolienne offshore” (n° 1267).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l’Énergie sur “les éoliennes en mer du Nord” (n° 1273).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

9. Question de M. Olivier Henry au ministre du Climat et de l’Énergie sur “la nouvelle loi sur le crédit à la consommation” (n° 1282).

- Le ministre du Climat et de l’Énergie a répondu.

10. Projet de loi d’exécution du Traité sur le droit des brevets d’invention et de l’Acte portant révision de la Convention sur la délivrance de brevets européens, et portant modification de diverses dispositions en matière de brevets d’invention, n<sup>os</sup> 405/1 et 2.

(Continuation). (Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz).

Amendements de M. Balcaen et consorts.

- La discussion des articles réservés a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par M. Luykx et consorts et par le gouvernement.
- Les amendements n°s 4, 5 et 6 ont été adoptés.
- Les autres amendements ont été rejetés.
- Les articles, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- En dérogation à l'article 82,1 du Règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 15 voix et une abstention.
- Des corrections d'ordre légistique ont été apportées.

11. Projet de loi sur la protection des obtentions végétales, n°s 404/1 et 2.  
(Continuation). (Rapporteur : M. Jef Van den Bergh).

- La discussion générale et la discussion des articles ont été clôturées.
- En dérogation à l'article 82,1 du Règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.
- Des corrections d'ordre légistique ont été apportées.

Prochaine réunion : mardi 7 décembre 2010.

### **Justice et Intérieur**

---

COMMISSIONS RÉUNIES DE LA JUSTICE ET DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Présidents : Mme Sarah Smeyers et M. Ben Weyts*

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

*(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat).*

La présidence belge de l'Union européenne.

- Exposés des ministres de la Justice et de l'Intérieur et du secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- Échange de vues.

- Rapporteurs : MM. Bart Somers et Francis Delpérée (Sén).
- Sont intervenus : M. Rachid Madrane, Mme Myriam Delacroix-Rolin et MM. Servais Verherstraeten, Bart Somers et Bert Schoofs.

### **Droit Commercial et économique**

---

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

*Présidente : Mme Sophie De Wit*

➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Colette Burgeon, Karine Lalieux, Marie-Claire Lambert, Linda Musin, Valérie Déom) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées, n° 211/1.

- Proposition de loi (Bruno Tuybens, Caroline Gennez, Maya Detiège, Karin Temmerman, Ann Vanheste, Myriam Vanlerberghe, Meryame Kitir) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne la féminisation du conseil d'administration des sociétés cotées en bourse, n° 381/1.
  - Proposition de loi (Sonja Becq et consorts) visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne, n° 694/1.
  - Proposition de loi (Joseph George, Catherine Fonck) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 649/1.
  - Proposition de loi (Muriel Gerkens, Eva Brems) modifiant le Code des sociétés et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, n° 686/1.
- Rapporteurs : Mme Marie-Christine Marghem et M. Karel Uytensprot.
  - Exposés introductifs de Mme Colette Burgeon, M. Bruno Tuybens, Mme Catherine Fonck, M. Joseph George, Mme Liesbeth Van der Auwera, Mme Muriel Gerkens et Mme Eva Brems.
  - La discussion générale a eu lieu. Sont intervenus : Mme Zuhail Demir, M. Mathias De Clercq et Mmes Marie-Christine Marghem et Barbara Pas.

Prochaine réunion : mardi 7 décembre 2010.

## **Santé publique**

---

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Président : M. Hans Bonte*

### ➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

1. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les boissons énergisantes" (n° 1086).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le retard de la Belgique quant à l'usage de médicaments sublinguaux lors de 'break through pain' chez les malades atteints de cancer" (n° 1089).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les bactéries ESBL" (n° 1078).

- Question de Mme Reinilde Van Moer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abus d'antibiotiques dans les hôpitaux et les maisons de repos" (n° 1132).

- Question de M. Manu Beuselinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation d'antibiotiques et la prévention de la Klebsiella pneumoniae multirésistante dans l'UE et dans notre pays" (n° 1133).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les mesures mises en oeuvre en faveur de la médecine générale en zone rurale depuis le vote de la résolution 1546/007" (n° 1119).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les soins apportés dans les centres de référence neuromusculaires aux patients souffrant du syndrome post-polio" (n° 1182).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet basé sur l'article 107 de la loi relative aux hôpitaux" (n° 744).

- Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les recommandations du Centre fédéral d'expertise concernant la prise en charge des patients atteints d'une maladie mentale grave et persistante" (n° 1190).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

## ➤ **MERCREDI 1ER DÉCEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les manœuvres de Fedasil pour éviter d'exécuter les ordonnances la condamnant sous astreinte à fournir un hébergement" (n° 564).

- Question de M. Filip De Man au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes de 500 euros à verser à des demandeurs d'asile" (n° 618).

- Question de M. Filip De Man au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les astreintes de 500 euros à verser à des demandeurs d'asile" (n° 619).

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes imposées à Fedasil" (n° 647).

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la défense de Fedasil devant les juridictions du travail" (n° 1158).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Filip De Man au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'augmentation dramatique des dépenses totales de Fedasil" (n° 631).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la fourniture minimale de gaz naturel" (n° 811).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la grève chez Fedasil" (n° 1001).

- Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la crise au sein du personnel de Fedasil" (n° 1074).

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats de la grève chez Fedasil" (n° 1247).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

5. Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la concertation d'urgence" (n° 1327).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les désaccords relatifs aux places d'accueil" (n° 931).

- Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil d'urgence pour les demandeurs d'asile" (n° 1012).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de M. Ben Weyts au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile à Ixelles" (n° 959).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la création d'ILA pour l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 1013).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des demandeurs d'asile mineurs non accompagnés dans des hôtels" (n° 1022).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de M. Manu Beuselincx à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les personnes ne possédant pas la nationalité belge qui, après leur arrivée en Belgique, s'adressent aux CPAS pour obtenir un revenu d'intégration" (n° 1029).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les bénéficiaires d'un revenu d'intégration cohabitant avec un sans-papiers" (n° 1092).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de M. Wouter De Vriendt au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil des sans-abri" (n° 1262).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la prolongation de l'accueil en cas de circonstances exceptionnelles" (n° 1264).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les sanctions qui peuvent être infligées dans les centres d'asile" (n° 1266).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évacuation des demandeurs d'asile de la gare du Nord" (n° 1292).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 14 décembre 2010.

## Justice

---

COMMISSION DE LA JUSTICE

*Présidente : Mme Sarah Smeyers*

### ➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n° 476/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 et 2.

Amendements de Mmes Fonck et Lanjri.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Damien Thiéry) modifiant le Code de la Nationalité, n° 601/1.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1. (Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- Les propositions de loi ont été développées.

- Des amendements à la proposition n° 601/1 ont été déposés par Mmes Marghem et Galant.

2. Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442 quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 80/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Renaat Landuyt).

Ordre des travaux : organisation des auditions.

- La liste des personnes auditionnées a été fixée.

3. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Olivier Maingain) modifiant le Code judiciaire et visant à instaurer une indemnisation fixe des avocats de l'aide juridique de deuxième ligne, n° 454/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu).

- Mmes Kati Verstrepen, avocate (*OVB Orde van de Vlaamse Balie*) et Carine Vander Stock, avocate (OBFG Ordre des barreaux francophones et germanophone) seront auditionnées.

4. Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne les nullités, n° 41/1.

- Rapporteur : Mme Carina Van Cauter.  
- Exposé introductif.  
- La discussion a été entamée.

### ➤ **MERCREDI 1ER DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "la banque de données VICLAS" (n° 1056).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la création de la commission administrative de surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil des données des services de renseignement et de sécurité" (n° 1172).

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "la non-nomination d'un magistrat au sein de la nouvelle commission de surveillance de la Sûreté de l'État" (n° 1181).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "l'arrestation de terroristes à Anvers et à Bruxelles" (n° 1188).

- Question de M. Eric Thiébaud au ministre de la Justice sur "l'arrestation d'islamistes soupçonnés de terrorisme à Anvers et Bruxelles" (n° 1208).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

4. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "la spécialisation des procureurs et des substituts en matière d'abus sexuel" (n° 1280).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

5. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le fonctionnement du détecteur de métaux à la prison de Hasselt" (n° 1334).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "l'évaluation de la chambre chargée du traitement des affaires de drogue de Gand" (n° 1335).

- Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "le projet pilote relatif à la chambre chargée du traitement des affaires en matière de drogue de Gand" (n° 1337).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

7. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les déclarations du procureur du Roi après une agression à l'arme blanche dans une école à Hasselt" (n° 755).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

8. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "les poursuites pour des faits de mutilation sexuelle" (n° 756).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

9. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la Commission de contrôle des films" (n° 757).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

10. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "le fait que le ministre flamand du Bien-être ait appelé la Justice et les institutions communautaires à conclure un protocole d'accord" (n° 798).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

11. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur "l'éventuelle obligation de disposer d'un site internet dans le cadre des copropriétés" (n° 897).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

12. Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "la suppression du casier judiciaire communal" (n° 900).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

13. Question de M. Peter Luykx au ministre de la Justice sur "l'influence des groupes haineux sur les sites de socialisation" (n° 918).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

14. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la protection d’une déclaration dans les bases de données de la zone de police HaZoDi” (n° 1050).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

15. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “un Belge victime d’un accident au Brésil” (n° 1051).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

16. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “l’arrêt rendu en appel par la CEDH dans l’affaire Taxquet” (n° 1121).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

17. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “la réaction de la justice suite aux actes extrêmes d’harcèlement au sein de l’entreprise MACtac” (n° 1198).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

18. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “un scanner des os chez les demandeurs d’asile mineurs” (n° 1203).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

19. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “les délégations concernant les greffiers et les secrétaires” (n° 1224).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

20. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le mariage controversé de deux détenus à la prison de Louvain-Central” (n° 1231).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

21. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “la politique en matière de distribution de méthadone” (n° 1232).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

22. Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le procès monstre contre un baron de la drogue devant le tribunal correctionnel de Hasselt” (n° 1233).

- Le secrétaire d’État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d’État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

23. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur “le vieillissement dans les prisons belges” (n° 1336).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, et Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 7 décembre 2010.

## Intérieur

---

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

*Président : M. Ben Weyts*

### ➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

#### 1. Ordre des travaux

- Demande de création d'une sous-commission Sécurité nucléaire.

- Un échange de vues a eu lieu.

- Sont intervenus : MM. Willem-Frederik Schiltz, Denis Ducarme, Eric Thiébaud et Kristof Calvo.

#### 2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n° 443/1.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

3. Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 681/1.

4. Proposition de loi (Rachid Madrane et consorts) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- La commission a décidé de joindre les propositions n°s 681/1 et 689/1.
- Exposés introductifs des auteurs des propositions de loi n°s 681 et 689.
- La discussion générale a été poursuivie. Sont intervenus MM. Theo Francken, Bart Somers, Rachid Madrane et Mmes Zoé Genot, Catherine Fonck et Nahima Lanjri.
- La commission a décidé de prendre la proposition de loi n°443/1 comme texte de base.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Lanjri et Dierick et M. Verherstraeten.

5. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Theo Francken, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne la procédure d'asile, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 695/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick
- Exposé introductif de M. Theo Francken.
- La discussion générale a été entamée. M. Bart Somers est intervenu.

#### ➤ **MERCREDI 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les données ouvertes ('open data') au sein de l'administration" (n° 111).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

2. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la protection du nom de domaine de premier niveau belge .be" (n° 886).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Question de M. Peter Dedecker au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la simplification administrative relative à l'extrait d'acte de naissance" (n° 1144).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'implémentation de la seconde phase du projet eBirth et l'implémentation de eDeath" (n° 1242).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'intervention des compagnies d'assurances et du Fonds des calamités" (n° 1244).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

6. Question de Mme Maya Detiège à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure de demande de la Kids-ID" (n° 1077).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

7. Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur sur "la licence temporaire accordée à Brink's Diamond & Jewelry en lien avec la grève chez Brink's" (n° 1091).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

8. Question de M. Bert Maertens à la ministre de l'Intérieur sur "le harcèlement, la violence et le harcèlement sexuel au sein des services de police" (n° 1200).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

9. Question de M. André Frédéric à la ministre de l'Intérieur sur "la 79e assemblée générale d'Interpol" (n° 1217).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

10. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intérieur sur "la tenue des registres de population en ce qui concerne la transcription correcte du nom" (n° 1241).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

11. Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "les conventions de sécurité routière pour l'année 2011" (n° 1257).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

12. Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers dans le cadre de l'accompagnement des victimes d'abus sexuel" (n° 1279).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

13. Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "les nuisances liées à la drogue dans l'Euregio" (n° 1281).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "les zones de police" (n° 1295).

- Question de M. Koenraad Degroote à la ministre de l'Intérieur sur "les prestations nocturnes de la police" (n° 1299).

La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 8 décembre 2010.

## Affaires sociales et Santé publique

COMMISSIONS RÉUNIES DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

*Présidents : MM. Yvan Mayeur et Hans Bonte*

### ➤ **MARDI 30 NOVEMBRE 2010**

*(Réunion commune avec la commission des Affaires sociales du Sénat).*

Prébriefing par la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sociale et par le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté, au sujet du Conseil EPSCO des 6 et 7 décembre 2010.

- Échange de vues.

- Rapporteurs : Mmes Maggie De Block et Fabienne Winckel (Sén).

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers, Marie-Claire Lambert et Colette Burgeon et MM. André du Bus de Warnaffe (Sén), Damien Thiéry, Wouter De Vriendt et Franco Seminara.

## Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

*Présidente : Mme Muriel Gerkens*

### ➤ **MERCREDI 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'arrêt de travail dans les structures d'accueil de Fedasil" (n° 1045).

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la crise au sein du personnel de Fedasil" (n° 1075).

Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les moyens consacrés à la politique d'asile" (n° 1328).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

2. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "les factures en souffrance" (n° 1283).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

3. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “les intérêts de retard” (n° 1284).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

4. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre du Budget sur “le fonds Beliris” (n° 1285).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Projet de loi de finances pour l'année budgétaire 2011, n° 555/1.

- Rapporteur : M. Steven Vandeput.  
- La discussion générale a été entamée.

6. Ordre des travaux.

7. Projet de loi visant à modifier le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 645/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.  
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mme Veerle Wouters et MM. Jos Arens et Hendrik Bogaert.  
- L'article 1<sup>er</sup> a été adopté par 13 voix contre 1 et 1 abstention.  
- Les articles 2 à 13, ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été successivement adoptés par 10 voix contre 1 et 4 abstentions.

8. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement interne de la Régie des Bâtiments” (n° 1024).  
- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le retard encouru dans l'établissement des comptes de la Régie des Bâtiments et les aspects comptables connexes” (n° 1215).  
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les lourds problèmes de gestion au sein de la Régie des Bâtiments” (n° 1340).  
- Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le retard de la Régie des Bâtiments en matière de présentation des comptes” (n° 1344).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

9. Question de M. Philippe Goffin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le forfait de frais professionnels des accueillantes autonomes d'enfants” (n° 1218).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

10. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la déductibilité des frais professionnels” (n° 1229).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Eva Brems au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la condamnation de Dexia par le Tribunal Russel sur la Palestine” (n° 1237).

- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'État belge en tant qu'actionnaire de Dexia condamnée par le Tribunal Russel sur la Palestine” (n° 1314).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

12. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'éventuel refus d'accorder une assurance incendie avec couverture contre les catastrophes à certaines catégories d'habitants” (n° 1245).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Deleuze au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'exportation vers l'Iran de matériel frappé d'embargo” (n° 1286).

- Question de M. Olivier Deleuze au ministre du Climat et de l'Énergie sur “l'exportation vers l'Iran de matériel frappé d'embargo” (n° 1301).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

14. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les sociétés qui n'introduisent pas de déclaration fiscale” (n° 1330).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

15. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'évolution du nombre de personnes physique qui n'introduisent pas de déclaration fiscale” (n° 1331).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

16. Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le problème des assurances lors d’interventions des services d’incendie” (n° 663).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

17. Question de M. Alain Mathot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “un arrêté ministériel d’exécution de l’arrêté royal du 3 décembre 2009 spécifiquement dans le cadre de l’ISI” (n° 1065).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la commission de ruling” (n° 1081).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le service de ruling” (n° 1338).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

19. Question de M. Wouter De Vriendt au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’annulation de la dette de la RDC” (n° 1194).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

20. Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la législation en matière de régularisation de l’impôt sur le revenu” (n° 1201).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

21. Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le développement des jeux de hasard par la Loterie Nationale” (n° 1212).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

22. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’assurance de solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé accru” (n° 1259).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

23. Question de Mme Marie-Claire Lambert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le don d’organes” (n° 1260).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

24. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les emprunts hypothécaires d’une durée de 40 ans” (n° 1272).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

25. Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le Conseil ECOFIN du 7 décembre” (n° 1321).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

26. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le double salaire éventuel des fonctionnaires détachés du SPF Finances” (n° 1332).

- Le secrétaire d’État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au Ministre des Finances, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 7 décembre 2010.

## **Défense nationale**

---

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

*Président : M. Filip De Man*

### ➤ **MERCREDI 1ER DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi fixant le contingent de l’armée pour l’année 2011, n° 554/1.

- Rapporteur: M. Gerald Kindermans.
- Exposé introductif du ministre de la Défense.
- La discussion a eu lieu. M. Wouter De Vriendt est intervenu.
- Les articles 1 à 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité.

#### 2. Questions jointes :

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "la prolongation du déploiement de militaires en Afghanistan" (n° 1110).
- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur "la présence militaire belge en Afghanistan" (n° 1140).
- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "le futur déploiement de troupes belges en Afghanistan" (n° 1143).
- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "les déclarations relatives à la présence de militaires belges en Afghanistan" (n° 1145).
- Question de M. Philippe Blanchart au ministre de la Défense sur "les résultats du sommet de l'OTAN à l'égard de l'Afghanistan et la position de la Belgique" (n° 1253).

- Le ministre de la Défense a répondu.

#### 3. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'accueil des demandeurs d'asile dans des casernes" (n° 1159).
- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur "l'accueil des sans-abri par l'armée" (n° 1227).
- Question de Mme Karin Temmerman au ministre de la Défense sur "l'accueil des demandeurs d'asile dans des casernes" (n° 1329).
- Question de Mme Leen Dierick au ministre de la Défense sur "l'accueil des demandeurs d'asile et des sans-abri par la Défense" (n° 1333).

- Le ministre de la Défense a répondu.

#### 4. Questions jointes :

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur "une opération récente menée par la frégate belge Louise-Marie (dans le cadre de l'opération Atalante) et grâce à laquelle sept pirates somaliens auraient été arrêtés" (n° 1317).
- Question de Mme Annick Ponthier au ministre de la Défense sur "l'opération Atalante et dans ce cadre, le récent incident dans lequel a été impliquée la frégate belge Louise-Marie" (n° 1325).
- Question de M. Theo Francken au ministre de la Défense sur "l'arrestation de pirates par la frégate Louise-Marie" (n° 1326).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Défense sur "les hôtels de l'armée" (n° 1002).

- Le ministre de la Défense a répondu.

#### 6. Questions jointes :

- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur "l'éventuelle délocalisation du SHAPE" (n° 1069).
- Question de Mme Catherine Fonck au ministre de la Défense sur "le maintien du SHAPE à Casteau" (n° 1082).

- Question de M. Éric Thiébaud au ministre de la Défense sur “l'éventuelle délocalisation du SHAPE” (n° 1098).

- Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Défense sur “l'éventuelle délocalisation du SHAPE” (n° 1271).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Question de M. Anthony Dufrane au ministre de la Défense sur “l'arrêt de la publication au Moniteur belge de l'enveloppe de répartition du cadre actif en période de paix” (n° 1148).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “la violence, le harcèlement moral ou sexuel à l'armée” (n° 1202).

- Le ministre de la Défense a répondu.

9. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “l'état du dossier d'achat du A400M” (n° 1223).

- Le ministre de la Défense a transmis une réponse écrite.

10. Question de M. Bert Maertens au ministre de la Défense sur “le transfert de militaires vers la police fédérale de Bruxelles” (n° 1234).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “les informations données aux familles de militaires en mission à l'étranger” (n° 1236).

- Le ministre de la Défense a répondu.

## **Sécurité du rail**

---

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN  
BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

*Président : M. David Geerts*

➤ **MERCREDI 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2010**

1. Ordre des travaux.

2. Exposé de MM. Bart Van der Hertten et Patrick Lafontaine, experts de la commission spéciale concernant :

- leur deuxième rapport intermédiaire;
- les principes généraux d'une politique de sécurité;
- l'accident ferroviaire à Mons.

- Un échange de vues a eu lieu. Ont pris la parole : Mme Valérie De Bue, MM. Ronny Balcaen, Jef Van den Bergh et David Geerts et Mmes Ine Somers et Linda Musin.

### 3. Audition de :

- M. Honoré Paelinck (administrateur délégué de la SNCB en 1987);
  - M. Herman De Croo (ministre des Transports de 1981 à 1988);
  - M. Jean- Luc Dehaene (ministre des Transports de 1988 à 1992);
- portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes.

- Un échange de vues a eu lieu. Ont pris la parole : M. Jef Van den Bergh, Mme Valérie De Bue, M. Steven Vandeput, Mme Ine Somers, MM. André Frédéric, Tanguy Veys, Ronny Balcaen David Geerts et Rachid Madrane et Mme Linda Musin.

### 4. Échange sur les auditions.

Prochaine réunion : lundi 6 décembre 2010.

## Émancipation sociale

---

COMITÉ D'AVIS POUR L'ÉMANCIPATION SOCIALE

*Président : Mme Valérie Déom*

### ➤ **MERCREDI 1ER DÉCEMBRE 2010**

Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n° 237/1.
- Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.
- Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Kattrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.

- Rapporteur : Annick Van Den Ende.
- Exposés introductifs des auteurs.
- Un échange de vues a eu lieu.

Prochaine réunion : mercredi 15 décembre 2010.

## Achats militaires

---

COMMISSION ACHATS MILITAIRES

*Président : M. Wouter De Vriendt*

### ➤ **MERCREDI 1ER DÉCEMBRE 2010**

- Exposés et discussion au sujet :
- du protocole administratif;

- du plan d'investissements minimum urgent;
- de dossiers d'achats en cours et la note d'avancement.

- Le représentant du ministre de la Défense a donné un exposé introductif et a répondu aux questions des membres.

Prochaine réunion : lundi 6 décembre 2010.

### **Concertation parlementaire**

---

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

*Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (Sén)*

#### ➤ **JEUDI 2 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi sur la protection des obtentions végétales, n° 53-404/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

2. Projet de loi visant à modifier le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, n° 53-645/1. - Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation). (Pour mémoire).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

### **Examen de l'équilibre linguistique à l'armée**

---

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'EXAMEN DE L'ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L'ARMÉE.

#### ➤ **JEUDI 2 DÉCEMBRE 2010**

Ordre des travaux.

- M. Patrick Dewael a été nommé comme président.
- M. Denis Ducarme a été nommé comme vice-président.
- Un échange de vues a eu lieu.